

Enseignement : rien ne va plus, ce n'est pas un jeu !

A quelques heures de la venue du ministre de l'Education nationale en Creuse, les syndicats enseignants tirent la sonnette d'alarme sur plusieurs points : classes surchargées, recours systématique aux heures supplémentaires et suppression de postes, précarisation de la profession et une réforme des rythmes scolaires aux ambitions inatteignables dans un territoire rural.



SNUEP, SNES-FSU et SNUipp-FSU ensemble pour dénoncer la tournure que prend le système éducatif.

« **C**omme on cherche les niches fiscales, on cherche les niches horaires... la formule claque mais elle résume le sentiment général dans les écoles, collèges et lycées creusois. Les syndicats enseignants ont fait un point quelques heures avant la venue en Creuse jeudi de Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale. Ils ont demandé une audience au ministre mais ont déjà formulé leurs doléances. Parmi celles-ci, ils citent le recours abusif aux heures supplémentaires qui masquent deux éléments : la précarisation de la profession avec l'emploi de vacataires et le manque de postes. En effet, l'addition «classes surchargées + manque de profs» suscite l'exaspération... d'autant plus quand on envoie des élèves vers d'autres académies car on ne peut les accueillir en Creuse, comme

c'est le cas pour certains seconds partis à Montluçon. Alors, quand on leur sert l'argument de la baisse démographique pour fermer des classes ou supprimer des postes, la moutarde monte vite au nez ! Très concrètement, en collège, les syndicalistes notent 9 postes en moins pour 75 élèves en moins. En lycée, 3 postes sont supprimés et 38 élèves supplémentaires sont recensés. Sur Guéret, les classes de 4^e tournent à 30 élèves et dans les lycées, «la norme devient de 35 à 37 élèves par classe de 2^{nde}». Bref, le système se délite malgré les promesses...

Mise en concurrence des écoles primaires

Dans le second degré, le compte n'y est pas... pas plus que dans le premier ! Les syndicalistes n'ont toujours pas trouvé l'intérêt de la réforme des rythmes scolaires. Ils ironisent sur le choix de Vincent

Peillon de visiter l'école de Gentioux... la seule en milieu rural à avoir fait le choix du passage à 4 jours et demi alors que toutes les autres n'ont pas suivi cet exemple. Selon eux, «les activités périscolaires se réduisent à des jeux de cours ou des jeux de société». Ils craignent que plus petites communes ne parviennent à proposer des activités comme celles des villes plus importantes. «Cette mise en concurrence des écoles va fragiliser le maillage des écoles d'aujourd'hui» explique Sandrine Gorgeon. Encore une fois, ils demandent que le vœu voté en CDEN (profession et élus) d'obtenir une dérogation soit appliqué, que les conseils d'école choisissent ou pas d'appliquer la réforme... qui devrait être financée par l'Etat et non par les collectivités pour «garantir une équité de traitement».

D.C.